

Jean Lassale a répondu à Romain Duport

A l'attention de Monsieur Romain Duport Lourdios-Ichère, le 7 avril 2017



Jean Lassale a répondu à Romain Duport

Romain Duport avait interpellé les candidats à l'élection présidentielle sur les problèmes de la ruralité désertée par les services publics (le journaldugers du 20 mars dernier) Jean Lassale vient de lui répondre

Cher Monsieur, Vous avez écrit, au sujet de la France des campagnes, aux candidats à cette présidentielle que « s'il faut se battre, nous nous battons. Vous pouvez nous déposséder de tout mais sachez néanmoins que, comme Cyrano, vous n'aurez jamais notre panache ». Votre panache, vous savez comme j'ai tout fait pour le porter moi aussi. Vous savez ma détermination à lutter contre un système qui brise nos vies, et qui demain broiera celle de nos enfants. Par mon chant au sein de l'hémicycle, je me suis élevé contre la fin des services publics. Par ma grève de la faim, j'ai appelé notre pays à dire non à la perte de 750 000 entreprises. Avec André Chassaing, député du Puy-de-Dôme, nous avons mesuré les attentes et l'extraordinaire capacité de mobilisation de dizaines de milliers de citoyens à travers tous nos territoires, pour les « Campagnes de France, grande cause nationale ». En 2013, j'ai entrepris un tour de France à pied, sur plus de 5 000 kilomètres. J'ai vérifié partout l'extrême souffrance dans laquelle est plongé notre pays. Il a peur et n'a plus confiance en rien ni en personne. De ces rencontres sont nés les Cahiers de l'espoir, dans l'esprit des Cahiers de doléances de 1789. J'ai rassemblé autour de moi des compagnons de cette marche citoyenne, avec qui nous avons constitué le mouvement Résistons ! Le temps est venu de rallumer la flamme de l'espoir. De nous assigner un nouveau destin. D'instituer enfin la paix autour d'un grand projet politique pour la France et les Français. Jean Lassalle 2017 – 27 rue Surcouf – 75007 PARIS Courriel : contact@jeanlassalle2017.fr - Facebook : [@lassalle.jean](https://www.facebook.com/jeanlassalle) - Twitter: [@jeanlassalle](https://twitter.com/jeanlassalle) Je veux faire des campagnes de France une « grande cause nationale », suivie directement par le Président de la République. J'abrogerai les trois lois NOTRe, Maptam, Régions, qui ont mis à terre l'organisation territoriale de notre pays. Je rétablirai pour la commune la clause de compétence générale : elle aura la liberté de s'organiser avec ses voisines, de s'associer, de recréer des communautés à taille humaine, outils de facilitation. Mais surtout, plus d'échelon administratif supplémentaire ! Je maintiendrai les départements. À la place des méga-régions, je rechercherai avec vous l'organisation qui permettra à la diversité de nos provinces d'exprimer leur identité, leur savoir-faire, leur langue. Je rétablirai les services publics dans les bourgs ou les sous-préfectures dont ils disparaissent. Nous avons besoin d'une police ou une gendarmerie proches, de médecins et maternités à distances raisonnables, d'une école maternelle et primaire qui n'impose pas une heure de trajet par jour aux jeunes enfants. J'imposerai aux opérateurs de télécommunications de couvrir rapidement les « zones blanches », alors qu'aujourd'hui les déploiements vont moins vite que les utilisations, si bien que les communications se dégradent dans nos campagnes et montagnes. Je rétablirai le Service National. Je l'étendrai à tous les jeunes, garçons et filles. Je veux que chacun, à l'entrée dans la vie active, vive l'expérience de missions réussies, dans l'intérêt de la société, conduites en commun avec d'autres. Chacun choisira la façon dont il veut servir, civile ou militaire. Les jeunes seront envoyés sur le territoire, en groupes organisés, encadrés et formés, là où on a besoin d'eux. Les préfets en seront chargés. Les besoins sont immenses, dans les villes comme dans les campagnes. Beaucoup de territoires sont à nettoyer. Je compte sur les communes, leurs communautés, l'Office National des Forêts, les Chambres d'agriculture pour les mobiliser, ainsi que les associations d'aide aux réfugiés ou aux personnes en difficulté. Beaucoup de jeunes pourront ainsi obtenir leur permis de conduire, selon les missions qu'ils auront choisies. Permettez-moi de revenir sur quelques-uns de ces sujets. Je ramènerai le pouvoir là où est la responsabilité : dans les communes. J'ai vu avec plaisir que le grand géographe Gérard-François Dumont, dans un article paru hier, me donne « raison d'alerter sur la catastrophe politique et administrative que représente l'étranglement des communes et des départements », car « les fantasmes des élites parisiennes privilégient les OVNI que sont les métropoles, communautés de communes et autres superstructures comme Jean Lassalle 2017 – 27 rue Surcouf – 75007 PARIS Courriel : contact@jeanlassalle2017.fr - Facebook : [@lassalle.jean](https://www.facebook.com/jeanlassalle) - Twitter: [@jeanlassalle](https://twitter.com/jeanlassalle) les grandes régions en ignorant totalement que dans la réalité et le quotidien, les niveaux les mieux gérés étaient les communes et les départements. » Je refuse la fin de nos communes. Je vois en elles un modèle pour toute la société. Depuis l'origine de l'histoire, en Haute-Égypte, les communautés humaines s'étaient organisées politiquement pour gérer et protéger l'eau, puis la forêt, la mer, les versants des montagnes. La Révolution a établi une belle organisation politique. Sur chaque territoire, les hommes et les femmes qui y vivent coopèrent et décident ensemble, à l'échelle de la « commune », celle où chacun se sent directement concerné par les détails de la vie quotidienne. Et à l'échelle de la Nation, nous proclamons des valeurs universelles, Liberté, Égalité, Fraternité, au fronton de nos mairies et de nos écoles. Mais le capitalisme moderne et le socialisme du XXème siècle, se sont entendus au moins sur un point : enlever aux communautés locales la gestion de leur terre, pour la confier aux fonctionnaires, aux industriels ou aux marchands ! Ni le marché, ni l'État, ne savent veiller sur les biens communs. Pour empêcher la tragédie, nous devons revenir à une gestion commune de ces biens communs. L'organisation du territoire français est un champ de ruines, après quarante ans de réformes successives. J'en suis scandalisé. Cette réforme, la « loi NOTRe », ne figurait sur aucun programme électoral ! On se retrouve avec des régions de dimensions « abracadabrantiques », et des espaces intercommunaux tellement vastes qu'il faut des hélicoptères pour en faire le tour ! Les institutions intercommunales facilitaient le travail des communes, quand elles sont apparues dans le sillage des lois de décentralisation des années 1980. Mais au contraire, avec la loi NOTRe, elles ont soumis les communes et leurs élus aux techniciens, et à la logique libérale de la concurrence. Elles ont mis sous l'édredon le débat politique local, le débat démocratique. La France a beaucoup de communes. Mais qui cela dérange-t-il ? Est-ce la minime indemnité de fonction du maire ? Ou les dotations apportées aux communes, si modestes au regard de l'immense travail qu'elles accomplissent ? Les communes doivent être libres de se rassembler si elles le souhaitent, d'organiser des communautés de communes à taille humaine, dont le Président sera élu par l'ensemble des maires les composant. J'ai été outré par la manière dont l'Etat a accueilli les maires ruraux, qui venaient manifester leur mécontentement devant l'Assemblée nationale, en juin 2015. Ils ont été traités comme des délinquants, alors qu'ils défendaient le peu de République survivant dans nos territoires. Quelle terrible image aux yeux des Français, de voir en venir aux mains les gendarmes, et les maires en écharpe tricolore ! Le maire français est l'un des maires qui a le plus de responsabilités au monde. Il est le représentant et le garant de l'État dans sa commune. Il a la charge d'assurer l'entretien et le développement du lien social nécessaire au bien-être de ses administrés. Celle aussi de développer et d'améliorer les conditions de vie, de développer les aménagements nécessaires, de gérer et entretenir notre patrimoine. Je veux rendre au Maire le pouvoir que l'État lui enlève, et même le renforcer. Le pouvoir de police du Maire doit s'étendre aux incidents de voisinage, ou dans les commerces, sans qu'il ait besoin d'attendre l'intervention d'un commissaire ou brigadier qui ont souvent trop d'autres chats à fouetter. Je demanderai aux préfets de prêter main forte aux Maires, au lieu de les contraindre de mille façons. Ils auront mission de débloquer les situations foncières qui paralysent notre pays. Ils seront chargés d'organiser et de déployer sur le territoire les jeunes en Service National. Ils auront à accompagner et soutenir l'avènement de nouvelles entreprises. Ils relanceront l'apprentissage, qui aujourd'hui patine, les entreprises n'ont plus les moyens ou la visibilité nécessaires. Je donnerai des moyens financiers aux PME et aux artisans pour qu'ils puissent recevoir et prendre en charge les centaines de milliers d'apprentis supplémentaires dont nous aurions besoin. Je ferai de l'agriculture une grande cause nationale. La PAC et le Ministère français de l'Agriculture ont poussé à un productivisme à tout crin. De villageoise, l'agriculture est passée européenne, et de là, a été plongée dans la mondialisation. On a fait croire à cette idée folle de faire tourner une exploitation comme une usine, en robotisant et en réduisant au minimum la main-d'œuvre. Nos agriculteurs étaient des hommes indépendants et fiers de leur métier, ils le sont toujours, mais la PAC les a réduits à l'état de sous-traitants de grandes entreprises qui leur fournissent les semences, les intrants, et leur achètent leur production à des prix de plus en plus dérisoires. Les normes se sont multipliées, européennes paraît-il, mais c'est la France qui les inspire quasiment toutes ! Et pourtant la France se meurt de cet excès de réglementation ! Beaucoup d'agriculteurs ont dû multiplier les investissements pour répondre à toutes ces normes et s'en sont trouvés ruinés. Quant aux coopératives, que les paysans avaient créées jadis avec passion, elles ont grossi et fusionné au point d'échapper complètement aux coopérateurs. Elles se sont spécialisées sur la spéculation financière et le « trading », elles sont devenues des banques aussi prédatrices que celles qui portent ce nom. Elles prennent la marge et laissent la misère. Inventons pour nos campagnes un autre avenir. Nous devons retrouver un mode de rémunération des producteurs qui encouragera une agriculture de qualité, attachée au respect des bêtes et des plantes. L'enseignement agricole, si efficace tant d'années durant, doit redevenir ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, au service de cette agriculture de qualité et de terroir. Nous devons travailler sur les obstacles qui dissuadent aujourd'hui les jeunes de s'installer. La spéculation sur les terres avec l'arrivée de traders et investisseurs Jean Lassalle 2017 – 27 rue Surcouf – 75007 PARIS Courriel : contact@jeanlassalle2017.fr - Facebook : [@lassalle.jean](https://www.facebook.com/jeanlassalle) - Twitter: [@jeanlassalle](https://twitter.com/jeanlassalle) étrangers. L'arrivée difficile des conjoints dans des villages souvent déserts. Le financement de la transmission des exploitations. Le renouveau de l'agriculture française passera par un projet de société, expliqué puis accepté par tout un peuple. Nous avons l'expérience, les moyens de communication et d'animation pour mettre en œuvre ce projet. Il ne reste plus qu'à nous persuader qu'il s'agit là d'une question de vie ou de mort pour nous. Et le temps des paysans va revenir, celui des campagnes aussi, et du monde rural. Lorsque la France se réveillera, elle ne pourra plus supporter de voir ce qui est en train de disparaître. Nos forêts apportaient il y a 20 ans encore, par leurs coupes, la moitié du budget de fonctionnement de nos communes. Leur état

d'abandon fait qu'aujourd'hui, elles constituent de lourdes charges. Ce qui reste de l'ONF est obligé de devenir une machine à dresser des PV. Pendant ce temps, on importe, à prix d'or, du bois venu de pays souvent lointains. Reprenons l'aménagement de nos forêts, les jeunes du Service National nous y aideront, pour en refaire une richesse. Nous avons sur nos territoires des gisements d'énergie. Le Grenelle de l'Environnement préconise de produire 25% d'énergie renouvelable. Dans ma région, j'ai tenté le solaire. Refus : sites protégés ! On a monté deux projets de microcentrales hydrauliques : ils ont été purement et simplement annulés. Je suis certain que les forces conjuguées du soleil et des mers sont susceptibles de produire autant d'énergie que le pétrole, et de se substituer au nucléaire. Nous avons montré le potentiel du solaire depuis quarante ans avec l'installation de miroirs dans les Pyrénées-Orientales. Nous sommes bien avancés scientifiquement, sur la production comme sur le stockage, et le solaire se serait développé bien plus vite si les intérêts pétroliers ne l'avaient pas freiné. Je mobiliserai sur ces projets de nouveaux bataillons d'ingénieurs et de chercheurs. Mettons au service de la transition énergétique les moyens consacrés aujourd'hui à la « dérégulation » et la privatisation de l'énergie, et les énergies nouvelles prendront rapidement le relais ! Dans nos campagnes comme dans les banlieues, les médecins disparaissent. Les derniers à leur poste, malgré leur âge, continuent d'exercer par passion, sans trouver de remplaçant. Les infirmières, mal payées à l'hôpital que ce soit en service ou en astreintes, voient leur charge de travail et leur stress augmenter chaque jour. Les patients font la queue aux urgences, ne trouvant plus de médecin disponible la nuit. Nous sommes incapables de soigner les personnes qui vieillissent, qui ne peuvent plus être prises en charge par leur famille et qui souffrent de maladies très éprouvantes. Je le constate en visitant des établissements : c'est 7 minutes pour Jean Lassalle 2017 – 27 rue Surcouf – 75007 PARIS Courriel : contact@jeanlassalle2017.fr - Facebook : @lassalle.jean - Twitter: @jeanlassalle une toilette, 5 minutes pour donner à manger. Est-ce notre pays, celui où on fait manger en 5 minutes les nonagénaires atteints d'Alzheimer ? On me dit qu'à force de devoir manipuler les patients à toute vitesse, une aidesoignante sur trois souffre de troubles musculo-squelettiques quand elle part en retraite. Les arrêts de travail forcés se multiplient. Et mettez-vous à la place d'un résident de gériatrie qui doit confier son intimité tous les jours à une personne différente ! C'est mettre de côté tous les acquis de la civilisation. Je vous propose de changer cette manière de vivre effrayante, inacceptable. Pour arrêter la désertification médicale, je supprimerai le numerus clausus à l'entrée des études médicales, et le remplacerai, comme en Belgique, par des effectifs à l'installation, par région ou territoire. J'arrêterai la logique de regroupement des établissements de santé, qui laisse sans maternité des pans entiers de notre territoire. Je recruterai au plus vite 80000 aides-soignantes et infirmières supplémentaires. Ce que je veux, c'est proposer à la France le projet qui ait le plus de chances de marcher, parce que tous les autres n'ont aucune chance : les uns proposent des mesures pour lesquelles on n'a pas un sou ; les autres veulent supprimer 500.000 fonctionnaires, c'est irréalisable. L'État dispose de peu de liquidités, certes, mais le pire gaspillage est celui de l'énergie des millions de citoyens sans emploi qui désespèrent de se sentir de nouveau utiles, de s'associer à d'autres dans le travail commun. C'est pourquoi j'ai choisi de les mobiliser, par 200000 recrutements additionnels pour les services publics dont ces aides-soignantes, des gendarmes, des enseignants...), renforcés par 800000 jeunes en service national. Et nous en prendrons les moyens. Veuillez trouver ici l'expression de mes sentiments fraternels, Jean LASSALLE